

A la recherche d'un nouvel Abbé Sieyès

Author : Alexis Feertchak

Categories : [Politique](#)

Date : 28 janvier 2014

Certains calembours sont philosophiques. Ainsi en est-il lorsque Pierre Dac, l'inventeur du Schmilblick, annonça qu' « il fallait mieux penser le changement que changer le pansement ». Le pansement qui nous intéresse aujourd'hui a maintenant plus de 200 ans et se porte mal, bien qu'il soit changé à chaque échéance électorale. Il répond au nom de « représentation », terme disparu du vocabulaire politique courant, sinon dans l'expression peu usitée de « représentation nationale ». On ne le trouve guère cité ailleurs que dans les manuels de théorie politique.

Par l'oubli du mot, on en vient à un raccourci malheureux que l'on entend un peu partout, surtout en ce moment : la démocratie va mal. Est-ce au fond de la démocratie dont on parle ou de la représentation politique par laquelle celle-là s'exprime depuis plus de deux siècles ? La réponse à cette question change du tout au tout notre vision de la politique, soit dans le sens du pessimisme dans lequel nous naviguons sans cesse, soit dans celui-ci d'un optimisme qui nécessite en revanche de penser le changement.

Les soubresauts de la Sainte Trinité politique

Historiquement, aux temps agités des révolutionnaires, il fallut bien donner à la démocratie une forme particulière, qui permette concrètement de gouverner. La Révolution française, qui fit des bourgeois la nouvelle classe dominante, se méfiait en réalité beaucoup du peuple, bien que, par elle, la souveraineté de celui-ci fut proclamée. C'est ainsi que l'on passa tactiquement de la souveraineté populaire à la souveraineté nationale et naturellement de la souveraineté nationale au système représentatif. Je m'explique. La souveraineté populaire, pensée notamment par Rousseau, part d'un postulat très simple : c'est au peuple de faire la loi, car, en tant que premier intéressé, il s'efforcera de l'écrire du mieux qu'il le peut. Voilà de quoi embêter le bourgeois qui, pour reprendre une formule de Bernard Chantebout, sait bien que, « malgré la devise républicaine, la Liberté contractuelle et l'Égalité juridique ne débouchent nullement sur la Fraternité des citoyens ». Il fallait donc que la loi du nombre ne puisse l'emporter pour ainsi garantir la pérennité de l'ordre social et la domination de la nouvelle classe dirigeante.

Bref, il fallait parvenir à confisquer au moins en partie la souveraineté que l'on avait donnée au peuple. L'Abbé Sieyès y parvint avec brio en instituant la souveraineté nationale, que Léon Duguit a définie comme la Sainte Trinité de la science politique, formée par le peuple, ses représentants et la nation. Alors que Jean-Jacques Rousseau disait que « la souveraineté ne pouvait être représentée ... [et que] toute loi que le peuple n'a pas ratifiée est nulle », Sieyès part d'un constat

inverse. La souveraineté appartient au peuple en tant qu'entité abstraite, qu'il appelle nation : la souveraineté n'appartient qu'à la nation et chaque citoyen n'est pas détenteur d'une parcelle de celle-ci. La nation est une personne morale distincte des individus qui la composent et, en cela, est animée d'une volonté propre. Le tour était ainsi joué : par la souveraineté nationale, la nation agissait en son nom propre et le système représentatif devenait un moyen bien utile de tenir le peuple à l'écart des décisions politiques. Ce que disait déjà Montesquieu dans *L'esprit des lois* : « Il y avait un grand vice dans la plupart des Républiques anciennes : c'est que le peuple avait le droit d'y prendre des résolutions actives, et qui demandent quelque exécution, chose dont il est entièrement incapable. Il ne doit entrer dans le gouvernement que pour choisir ses représentants, ce qui est très à sa portée ». Voici quelque chose que l'on oublie ainsi souvent et qu'il faudrait mettre en parallèle avec la présidence normale de François Hollande : dans un système représentatif comme le nôtre, le représentant n'est pas à l'image du peuple ; il en est la tête.

Que comprenons-nous ainsi du rapport entre démocratie et système représentatif ? Eh bien que le système représentatif est certes un moyen de gouverner démocratiquement, mais il est en même temps un moyen de réduire la démocratie au sens strict, c'est-à-dire entendue comme le pouvoir du peuple. La représentation est une médiation entre le peuple et le pouvoir – d'où la Sainte Trinité de Duguit – qui met précisément la distance nécessaire entre les deux termes qui forment étymologiquement la démocratie. Reconnaissons-le tout de suite : si la représentation politique n'est pas l'*instrumentum* idéal de la démocratie, elle a aussi montré depuis 1789 combien elle avait été efficace.

Ce bref rappel historique est nécessaire pour montrer qu'aujourd'hui, c'est moins la démocratie qui périclité que l'instrument de la représentation politique par lequel elle s'exprime. C'est en rétablissant la distinction et en n'assimilant pas démocratie et représentation que l'on peut être plus optimiste que le laisseraient penser les instituts de sondage, qui annoncent cette année que la méfiance des Français à l'endroit de leurs dirigeants politiques n'a jamais été aussi grande. Cette réalité statistique illustre moins une démocratie qui flanche qu'une représentation qui se délite. Et c'est peut-être une très bonne nouvelle !

Un impertinent sursaut de la souveraineté populaire

La bonne nouvelle réside moins dans la crise elle-même de la représentation politique que dans les causes de cette crise. C'est la leçon de sagesse du poète Hölderlin qui écrivait que « *là où est le péril, croît aussi ce qui sauve* ».

Car finalement, ne serait-ce pas la démocratie au sens plein qui ébranle aujourd'hui la représentation politique ? Un homme politique de droite, qui fut ministre lors du quinquennat de Nicolas Sarkozy, proposait il y a quelques jours, pour redonner tout son poids à la représentation nationale, de la dépoussiérer de sorte à ce qu'elle ressemble plus aux Français : moins de fonctionnaires au sein de l'Assemblée nationale, plus de diversité sociale et professionnelle, etc. C'est certainement une bonne idée, mais ce n'est pas la cause de la crise de la représentation

politique. Celle-ci s'est très bien passée de cette diversification depuis deux siècles ! La représentation politique apparaît aujourd'hui archaïque en tant que telle et c'est une forme de démocratie directe ou plutôt immédiate qui prend le dessus ! Rêve inespéré de Rousseau qui se réalise, alors que l'auteur du *Contrat social* avouait que, pour se donner des lois, les hommes auraient dû être des dieux.

Ce sursaut de démocratie qui saborde ainsi la représentation politique ne vient pas de nulle part : l'opinion publique a vu sa force doublement décuplée par les avancées technologiques.

D'une part, par les sondages, le thermomètre de l'opinion donne aujourd'hui la température politique des Français au jour le jour de sorte à désacraliser profondément le vote et l'élection. L'abstention en est la marque ! Quelle que soit leur majorité au Parlement, les dirigeants politiques ne peuvent plus faire passer une mesure qui est massivement rejetée par le peuple dans les sondages. C'est ce qu'a par exemple montré la réforme avortée du CPE qui secoua la France en 2006. Ce sont moins les émeutes en banlieue et les manifestations que les sondages qui firent reculer le gouvernement. Face à 80% de Français opposés en temps réel à ce contrat de travail, Dominique de Villepin n'eut d'autre choix que de renoncer. A l'inverse, la Manif pour Tous, dont l'ampleur des manifestations est historique, n'a pas empêché François Hollande de persévérer, car les Français dans leur majorité n'étaient pas radicalement hostiles au mariage et à l'adoption des couples homosexuels. La réalité des sondages n'est pas nouvelle, mais son ampleur est grandissante.

D'autre part, par les réseaux sociaux et la blogosphère en particulier, les Français s'expriment dans l'espace public comme jamais auparavant, sans avoir besoin de passer par les médias institutionnalisés. Ces derniers sont d'ailleurs touchés par la crise au même titre que la vie politique, car télévisions, radios et journaux ne savent pas encore se passer de la médiation du système représentatif. Les médias sont majoritairement la chasse gardée des élus de la République. Ces derniers débattent dans une consanguinité assumée avec les éditorialistes du moment, que d'aucuns ont appelé les « nouveaux chiens de garde ». Parfois, un malencontreux tutoiement les trahit, tandis que certains députés, plus présents sur les chaînes d'infos en continu que dans l'hémicycle, répondent désormais au sobriquet de « Députés BFM ». Au contraire, c'est la société civile dans son ensemble qui a désormais les moyens de s'exprimer et d'aller de l'avant. La qualité de certains blogs, voire l'impertinence de certains tweets, traduisent quotidiennement cet sursaut démocratique.

Détourner le regard de l'opinion publique

A l'image du *pharmakon* grec qui traduit à la fois le remède et le poison, ce renouveau de la souveraineté populaire est ambivalent, car la représentation politique s'appuie sur deux formes de médiation, intimement liées. La première est spatiale : réduire le peuple dans sa totalité à quelques centaines de personnes qui gouvernent à sa place ; fixer le lieu du pouvoir en quelques assemblées et ministères localement délimités ; avoir une idée précise de la tête du pouvoir, que

l'on se représente ainsi facilement. Tel un organisme, le pouvoir se donne un corps et un visage localement déterminés. La deuxième médiation est temporelle : les élections, plus ou moins espacées dans le temps, permettent de gouverner suivant des temporalités différentes, du court au long terme. Or, la révolution qui agite aujourd'hui l'opinion publique est profondément court-termiste !

La gageure aujourd'hui pour le politique est donc très simple dans son énoncé : si la souveraineté populaire s'exprime de façon grandissante dans le court terme politique, de sorte à ébranler l'institution du système représentatif, comment faire en sorte que, d'une manière ou d'une autre, la souveraineté s'exprime également – et peut-être surtout – dans le temps long qui, après tout, est vraiment celui de la politique ?

La bonne nouvelle, c'est donc que la crise politique est due à un regain de démocratie, ce qui est une cause plaisante. Mais c'est précisément là où un effort d'imagination nécessiterait qu'un Sieyès 2.0 se lève aujourd'hui pour répondre finalement à la même question que dans les temps révolutionnaires : comment contenir la souveraineté populaire de sorte à la projeter vers le long terme, quitte à la déformer un poil comme lorsque celle-ci, par le truchement de la nation, est devenue nationale ? Dans un tout autre contexte, Montesquieu a trouvé cette formule : « *il faut que, par la disposition des choses, le pouvoir arrête le pouvoir* ». Tout est dit, reste à trouver la disposition par laquelle le regard de l'opinion publique se portera plus loin. Sur le métier, remettons sans cesse l'ouvrage, non pour changer le pansement, mais pour penser le changement.